# L’économie mondiale en situation de chaos

**Partage international nº 123 – Novembre 1998**

*« Comme nous l’avons déjà annoncé (Partage international, décembre 1988), un krach boursier prendra naissance au Japon. Maitreya l’a répété : le krach boursier est inévitable. » (*P.I.*, juin 1989)*
*« La fin du mercantilisme est maintenant à portée de main… D’une manière générale, les marchés boursiers tels qu’ils fonctionnent aujourd’hui n’auront plus leur place dans la société nouvelle. » (*P.I.*, mai 1989)*

Un des dirigeants du Fonds monétaire international (FMI) a reconnu que l’économie mondiale était dans un désordre épouvantable. Les économistes de Goldman Sachs, un fonds américain d’investissement, évaluent à 40 % la probabilité que les Etats-Unis entrent en récession dès l’année prochaine. L’économie japonaise s’est contractée de 5,3 % au cours du premier trimestre. Un haut dirigeant japonais qualifie la situation d’*« extrêmement grâve »,* en dépit des effort du gouvernement pour soutenir les banques en faillite virtuelle. L’économie brésilienne vacillante attire maintenant l’attention des institutions financières internationales – une enveloppe d’urgence de plusieurs milliards de dollars est envisagée.

Certains pays tentent de freiner la fuite des capitaux, afin de limiter l’impact de la crise. Si un apport massif de capitaux extérieurs a pu entraîner une augmentation du niveau de vie de certaines classes sociales, dans certains des pays en voie de développement, il est devenu évident aux yeux de nombreux experts que le retrait de ces capitaux – dû à la panique des investisseurs ou à leur simple désaccord avec les politiques économiques locales – pouvait maintenant toucher sévèrement ces mêmes pays. Il y a quelques mois encore, l’idée de contrôler les capitaux, pour restreindre les mouvements monétaires internationaux, était largement discréditée. Mais à l’heure actuelle, beaucoup considèrent cette mesure comme nécessaire pour mettre fin aux attaques des spéculateurs à l’encontre des pays en développement.

Mahathir Mohamad, premier ministre de la Malaisie, a déclaré que *« le marché libre [avait] conduit à la catastrophe »,* et a rendu la monnaie de son pays inconvertible, hors des frontières. La Russie a suspendu le marché du rouble. Certains gouvernements d’Amérique latine envisagent des contrôles similaires.

La France elle-même a proposé l’instauration d’un contrôle temporaire des changes, sur certains marchés. Lionel Jospin, premier ministre, a déclaré que la tourmente économique internationale rendait une telle mesure de régulation essentielle, car *« l’économie de marché ne peut constituer l’horizon d’une société qui a besoin de se fixer une destinée, un sens en accord avec ceux qui la composent. Le marché produit de la richesse mais pas de la solidarité, pas plus qu’un but commun ».*

Selon le Bureau international du travail (BIT), le nombre des chômeurs augmentera de dix millions de personnes cette année dans le monde, en conséquence de la crise financière internationale. Selon le BIT, 150 millions de travailleurs sont au chômage dans le monde, et un milliard de personnes, soit un tiers de la population en âge de travailler, sont sans travail.

Des propositions Le président américain Bill Clinton a lancé la première initiative internationale pour combattre le désordre qui se répand. Lors d’une récente allocution, le président américain a qualifié la situation en Asie, en Russie et en Amérique latine, de « plus grand défi financier auquel le monde est confronté depuis un demi siècle ». Il a même sollicité son auditoire : « Si vous avez des idées, pour l’amour du ciel, partagez-les. » Les analystes reconnaissent que, pris séparément, un repli boursier, même de grande ampleur, n’annonce pas forcément une récession. Mais il s’agit d’un élément parmi d’autres susceptible d’entraîner une contraction de la demande des consommateurs américains, essentielle à l’alimentation du marché. Les déroutes monétaires, en Asie et en Amérique latine, entraînent une réduction des exportations américaines et européennes. Cette baisse a déjà largement amputé les bénéfices escomptés par certaines grandes firmes. Ces dernières ont alors vu se contracter le cours de leurs titres. Tentant de compenser leurs pertes, ces entreprises réduisent leurs dépenses et licencient.

**Sources** : Washington Post, E.-U. ; El País, Espagne

Copyright Partage international - www.partageinternational.org 

**Thématiques** : Économie

**Rubrique** : Faits et prévisions